

Employeur : Centre social de la Bugalière – 12 Etp

Salarié CDI dans le profil d'un potentiel Pro A

Formation prévue : DEJEPS Animation Sociale – Ceméa

Présentation de la formation : <https://paysdelaloire.centres-sociaux.fr/dejeps-animation-sociale-avec-un-focus-sur-les-specificites-des-publics-seniors/>

Coût : 7589 euros

Concernant la possibilité d'une DAF

DAF	
<p>4 demandes uniquement (DAF légales individuelles ou collectives confondues)</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 à 4 stagiaires • Plafond de 3 000 €/demande <ul style="list-style-type: none"> - Pas de possibilité de faire deux demandes annuelles sur la même formation à cheval sur deux ans 	<p>Prise en charge :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coût pédagogique : 50 € TTC/h1 pour actions ≤ 70h ou 15 € TTC/ h pour actions > 70h • Frais annexes selon les barèmes Opco* <p>Pour les entreprises de moins de 11 salariés ETP* : Prise en charge forfaitaire de la rémunération à 13€/h et sans obligation de remplacement</p>
Soit 3000 euros + frais annexes (insuffisant pour prendre en charge la totalité du coût) -	

Le dispositif Pro A est effectivement le plus pertinent

PRO A	
<p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter la reconversion ou la promotion professionnelle, via une formation en alternance visant une qualification reconnue <p>Publics :</p> <ul style="list-style-type: none"> - être en CDI, à temps partiel ou complet, ou en CUI-CDI - avoir un niveau de qualification strictement inférieur à la licence (bac +3) (niveau 6, ancien niveau II) <p>Durée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 à 24 mois <p>Tutorat : Obligatoire</p> <p>Attention : Toute Pro-A doit être formalisée par la conclusion d'un avenant au contrat de travail du salarié concerné, précisant notamment la durée, l'objet de l'action de formation envisagée et les modalités de départ en</p>	<p>Dans le cadre d'une Pro A, il y a un forfait de prise en charge à hauteur de 15€/h auquel s'ajoute un cofinancement de la Branche ALISFA sur la partie rémunération :</p> <p>Cofinancement sur la rémunération des stagiaires et des remplaçants.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Forfait de 13€/ heure de formation théorique pour les stagiaires lorsque la certification préparée est inférieure ou égale au niveau 3 (CAP) ○ Forfait de 13€/ heure de formation théorique pour les remplaçants <p>Le remplacement doit faire l'objet d'une justification : copie du bulletin de salaire ou du contrat de travail mentionnant le remplacement à télécharger sur l'espace de saisie du dossier. A défaut, est accepté un courrier de l'employeur attestant qu'il y a un remplacement de M. ou Mme 'nom du stagiaire' sur telle 'période' et attestant qu'il disposera des pièces le justifiant en cas de contrôle (bulletin de salaire avec mention des heures supplémentaires ou avenant au contrat de travail pour salariés de</p>

<p>formation (une copie de l'avenant est à transmettre à l'Opco).</p> <p>Prise en charge de la rémunération des salariés de bas niveaux de qualification et de la rémunération des salariés remplaçants (sous certaines conditions – voir colonne suivante)</p> <p>– *à l'instar des contrats de recrutement en alternance, les dossiers Pro-A font l'objet d'une instruction</p>	<p>l'entreprise en temps partiel, ou contrat de travail du CDD remplaçant mentionnant la personne remplacée).</p> <p>Ce forfait supplémentaire est applicable directement au moment de l'instruction du dossier. En cas d'absence du stagiaire, le forfait ne sera pas réglé.</p> <p>Les heures de formation pratiques chez l'employeur ne sont pas prises en charge. Seules les heures de formation pratiques incluses dans le référentiel de certification, dispensées en site qualifiant HORS employeurs encadrées et attestées par l'organisme de formation peuvent faire l'objet d'une prise en charge</p> <p>Concernant les frais annexes (déplacements et/ou repas), si les couts pédagogiques sont < 15€/h, le reliquat entre le forfait de prise en charge et les couts pédagogiques peuvent permettre de couvrir tout ou partie des frais annexes.</p>
<p>Soit 10500 euros (7589 euros de frais pédagogiques + 2911 frais annexes possibles</p>	

La démarche :

– Demande à effectuer sur l'espace privé adhérent sur le site d'Unifformation au minimum 1 mois avant le début de l'action de formation mais vous pouvez la faire dès à présent pour obtenir une réponse rapide.

Attention :

Il est nécessaire de pré-saisir le Cerfa de la Pro A sur l'espace adhérent mais au moment d'intégrer le Cerfa signé, **il faut intégrer le CERFA officiel de l'Etat** (en pièce jointe) qui doit être co-signé.

Ce document doit être signé par l'employeur et le salarié. A cet effet, ce document est considéré comme un avenant au contrat de travail. Aussi, nous vous conseillons d'accompagner la signature de ce document avec un courrier co-signé qui stipule que cet avenant ne s'engage que sous couvert de l'accord de financement de l'OPCO permettant de couvrir l'ensemble des frais affectés à cette formation.

Enfin, depuis le transfert des flux vers France compétence, l'OPCO n'a plus de vision du nombre et des enveloppes affectées. Nous ne pouvons donc pas connaître le nombre de Pro A possible, ni la probabilité d'accord. Seule la demande à travers votre espace adhérent permet d'enclencher la procédure et d'obtenir une réponse. Pour information : le dispositif sur l'année 2021 est peu utilisé.

Frédéric Moreau
Pour la Référence Régionale CPNEF Pays de la Loire